

des affaires étrangères. En voici quelques exemples: le Moyen-Orient et son potentiel énorme pour la paix et la sécurité mondiales non seulement sur le plan politique mais également, comme nous l'a appris l'embargo pétrolier, sur le plan économique; l'Afrique australe où nous retrouvons l'*apartheid* en Afrique du Sud et la question de l'avenir de la Rhodésie et de la Namibie; la Corne de l'Afrique, enfin, qui inquiète beaucoup d'observateurs avertis ces jours-ci. (On peut presque dire qu'il subsiste dans tous les pays de l'Afrique une certaine instabilité génératrice de tensions plus ou moins graves.)

L'Organisation des Nations Unies, présente dans tous les secteurs, essuie toujours davantage le feu de ses ennemis et, puis-je ajouter, même de ses amis, car j'ai moi aussi été l'un de ses critiques à l'occasion. Je tiens à souligner que le Canada continue de penser que l'ONU est un instrument essentiel qui doit continuer à jouer un rôle efficace dans le règlement de nombre de problèmes internationaux. Mais il existe un danger que l'Organisation, et particulièrement certains de ses éléments, soient en perte d'efficacité. Le Canada s'est engagé — et j'ai certainement souscrit personnellement à cet engagement — à rechercher une revitalisation des secteurs onusiens que nous aurions avantage à utiliser plus efficacement. Il est regrettable que certaines des activités de l'ONU (et je pense à l'Assemblée générale) aient été réduites depuis quelques années à une joute oratoire qui produit très peu de résultats réellement significatifs.

Cependant, l'ONU garde toute son importance pour le Canada, car nous croyons qu'elle focalise deux débats dont l'un est en cours à l'heure actuelle et l'autre doit s'amorcer dans un proche avenir. Le premier est le désarmement, qui fera l'objet d'une session extraordinaire des Nations Unies en mai prochain. Nous cherchons à déterminer quelle est la façon la plus efficace et la plus positive d'amener le monde à comprendre que la course actuelle à l'armement, aussi bien nucléaire que défensif, outre son terrible effet déstabilisateur, nous amène également à fausser nos priorités. Arrêtons-nous aux ressources financières que nous devons consacrer à l'armement et que nous devrions plutôt affecter à l'aide au développement et à d'autres contributions positives au monde en développement ainsi qu'à la recherche d'une plus grande paix et d'une plus grande stabilité. Pour illustrer jusqu'où va cette distorsion, nous consacrons dans notre propre pays de quatre à cinq fois ce que nous dépensons pour l'aide extérieure et les secteurs connexes et ce, malgré que l'on concède généralement que nous devrions peut-être augmenter notre budget de la défense. N'oublions pas que le Canada est un pays d'importance relativement modeste; on peut donc se faire une idée de l'ordre de grandeur quand on transpose ces chiffres à l'ensemble de la communauté mondiale. Il est difficile d'imaginer les transformations que nous pourrions opérer dans notre économie et dans les économies du monde en développement si nous pouvions réaliser un niveau raisonnable et sûr de désarmement. C'est là une mission que le Canada se doit de poursuivre et d'accentuer.

La technologie nucléaire constitue une deuxième facette de la question du désarmement. Dans les mois et les années qui viennent, nous aurons à répondre à la question cruciale: pouvons-nous, pour reprendre un cliché, "remettre le génie dans sa bouteille"? Pouvons-nous trouver un moyen rationnel de mettre à profit le potentiel